



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement

Juillet 2023

**DOSSIER DE PRESSE**

# Sommaire

Édito	3
Une dynamique politique ambitieuse	9
<b>Introduction</b>	<b>10</b>
<b>Des objectifs explicitement énoncés</b>	<b>12</b>
<b>Chiffres repères</b>	<b>13</b>
<b>Focus</b>	<b>14</b>
<b>Une identité visuelle commune à l'Équipe France</b>	<b>15</b>
10 objectifs politiques prioritaires concrets	16
<b>Accélérer la sortie du charbon et financer les énergies renouvelables dans les pays en développement et émergents pour limiter le réchauffement climatique global à 1.5°C</b>	<b>17</b>
<b>Protéger les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité, dans les forêts et l'océan, pour préserver la planète</b>	<b>19</b>
<b>Investir dans la jeunesse en soutenant l'éducation et la formation des professeurs dans les pays en développement</b>	<b>21</b>
<b>Renforcer la résilience face aux risques sanitaires, y compris les pandémies, en investissant dans les systèmes de santé primaires et en appuyant la formation des soignants dans les pays fragiles</b>	<b>23</b>
<b>Promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat africain qui participe au destin partagé entre les jeunes d'Europe et d'Afrique</b>	<b>25</b>
<b>Mobiliser l'expertise et les financements privés et publics pour les infrastructures stratégiques, de qualité et durables dans les pays en développement</b>	<b>27</b>
<b>Renforcer la souveraineté alimentaire, notamment en Afrique</b>	<b>29</b>
<b>Soutenir les droits humains, la démocratie, lutter contre la désinformation et l'impunité</b>	<b>31</b>
<b>Promouvoir les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes</b>	<b>33</b>
<b>Aider nos partenaires à lutter contre l'immigration irrégulière et les filières clandestines</b>	<b>35</b>
Les acteurs de la politique d'investissement solidaire et durable de la France	37

ÉDITO

# Élisabeth Borne,

## Première ministre

La politique publique de coopération internationale et d'aide au développement est, depuis 2017, au cœur des engagements du Président de la République.

Le Conseil présidentiel de développement qui s'est tenu le 5 mai dernier, a confirmé cette priorité et a ouvert la voie à de nouvelles ambitions en posant les bases d'une politique française d'investissement solidaire autour de 10 objectifs prioritaires.

Nous avons pris des engagements forts, porté nos convictions au niveau international et décidé d'augmenter considérablement nos engagements financiers, avec l'objectif de consacrer 0,55% de notre richesse nationale à la coopération internationale et au développement. Cet objectif, voté à l'unanimité de l'Assemblée nationale, a été tenu.

Sous l'égide du Président de la République, après six années d'engagement pour la coopération, les résultats sont là.

La France est désormais le 4<sup>e</sup> bailleur mondial.

Nous avons été l'une des nations à l'initiative de Covax.

Nous sommes à la pointe de l'action internationale pour le climat, en particulier en accompagnant les pays émergents dans leur transition énergétique. C'est le sens des Partenariats pour une Transition Énergétique Juste initiés par la France.

Nous avons porté l'initiative FARM, pour assurer la sécurité alimentaire des pays menacés par les conséquences de la guerre en Ukraine.

Mais alors que la situation internationale reste bouleversée par de nombreuses crises, de nouvelles réponses sont attendues.

Dans ce contexte, nous devons assumer de mener une politique de solidarité internationale qui réponde aux intérêts de nos partenaires en parfaite cohérence avec les intérêts de la France.

Une politique qui soutient notre agenda international en matière de lutte contre le dérèglement climatique et de protection de l'environnement.

Une politique qui renforce notre action contre la pauvreté et les inégalités.

Une politique qui accompagne en priorité nos partenaires les plus vulnérables.

Une politique portée non seulement par le Gouvernement et ses opérateurs, mais aussi par nos entreprises, par la société civile, par nos collectivités territoriales et par notre jeunesse, sous la bannière de l'équipe France.

C'est le sens des concertations organisées tout au long du printemps, qui ont permis de définir nos orientations de politique de coopération internationale et d'aide publique au développement adoptées le 18 juillet.

Dans la lignée de la loi du 4 août 2021, du Conseil présidentiel du développement et du Sommet pour un nouveau pacte financier, ces nouvelles orientations politiques traduisent les 10 objectifs présidentiels en termes opérationnels, clarifient nos méthodes de travail et améliorent notre efficacité collective.

Sous l'autorité du Président de la République, avec la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine Colonna, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, et la secrétaire d'État chargée du développement, de la Francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, et l'ensemble des ministres, nous sommes mobilisés pour porter nos convictions et nos combats à l'international dans le cadre d'une politique forte d'investissement solidaire et durable.

# Catherine Colonna,

## ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Cinq ans après la décision du président de la République de faire de la France une grande puissance de la solidarité internationale, la France est au rendez-vous de cette responsabilité. Quatrième bailleur en 2022, notre pays agit à la fois pour réduire les inégalités mondiales, venir en aide aux populations frappées par les crises, et financer nos biens communs, à commencer par le climat, la biodiversité et la santé.

Cette politique de développement doit franchir un nouveau cap : celui de la réactivité et de l'agilité.

C'est tout l'esprit de ces orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement qui précisent les objectifs et les modalités de l'action de la France pour les prochaines années. Elles consacrent la réorientation de notre politique en faveur d'une politique pleinement partenariale. Cette vision agile sera déclinée sur l'ensemble du spectre de notre action de solidarité internationale.

Avec le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, mon collègue et ami Bruno Le Maire, je suivrai avec attention la mise en place de cette stratégie pour atteindre ces objectifs, qui sont autant de défis pour lesquels les bénéfices seront in fine partagés entre nos partenaires et nos concitoyens.

Au niveau local, je veillerai à une mobilisation sans faille de l'Équipe France de la solidarité internationale, sous la responsabilité de nos ambassadeurs.

À la tête de notre diplomatie, et sous l'autorité du président de la République et de la Première ministre, je m'assurerai d'une plus grande cohérence entre notre action bilatérale et nos contributions multilatérales, pour renforcer davantage l'efficacité de notre action et de la défense de nos intérêts au sein des organisations internationales. Ainsi, notre travail pour renforcer l'attractivité internationale de notre territoire va s'accélérer.

Les investissements solidaires français seront ainsi plus efficaces, mieux pilotés et pleinement articulés avec nos priorités politiques.

# **Bruno Le Maire,**

## ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Alors que nous avons vécu des années de progrès dans la lutte contre la pauvreté à travers le monde, nous entrons dans une période inédite. La pandémie, l'invasion de l'Ukraine, les pénuries agricoles, l'inflation et la hausse récente des taux d'intérêts ont durement affaibli certains pays. Ces difficultés s'ajoutent au défi du siècle, le changement climatique, qui ne fait qu'amplifier les inégalités et les vulnérabilités.

Les risques de divergences sont réels entre les pays qui peuvent faire face et s'adapter, et ceux qui ne le peuvent pas et risqueraient de se voir marginalisés. Les conséquences sont également prévisibles : instabilités politiques, conflits, flux migratoires incontrôlables. Il faut tout faire pour éviter ce scénario et œuvrer collectivement à préserver nos biens publics mondiaux.

La France n'a pas attendu pour agir. Quatrième donateur mondial pour l'aide publique au développement, sa contribution est passée de 10,1 milliards d'euros en 2017 à 15,1 milliards en 2022 – soit une hausse de près de 50%. Elle s'appuie pour sa mise en œuvre notamment sur l'Agence française de développement, qui fait un travail remarquable dans plus de 150 pays.

Les orientations de la politique de coopération internationale doivent permettre de réaffirmer cette ambition et de renforcer encore l'efficacité de notre action. Deux axes majeurs se dessinent. Le premier, c'est la concentration opérée sur les pays les moins avancés, en intégrant toujours mieux l'aléa climatique. Le deuxième, c'est la nécessité d'amplifier les financements privés pour répondre à des besoins croissants. Nous ne réussirons pas si nous n'adoptons pas une vision plus large de l'aide au développement, qui prend en compte la mobilisation de tous les acteurs.

Fidèle à l'un des piliers de sa politique diplomatique et économique, notre pays sera à la hauteur du rendez-vous de la solidarité mondiale.

# **Chrysoula Zacharopoulou,** secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux

## **« La France tient son rang de grande puissance solidaire »**

Les 22 et 23 juin dernier, les dirigeants politiques et économiques du monde entier se sont réunis à Paris à l'initiative du président de la République pour ébaucher ensemble un nouveau pacte financier mondial.

Pour cela, nous nous sommes engagés à mobiliser davantage de financements, bien sûr, mais aussi à changer nos méthodes pour rechercher encore davantage d'efficacité et d'impact, au service des pays et populations les plus vulnérables.

Depuis 2017, la France tient son rang de grande puissance solidaire, qui assume le choix de l'ouverture et de la solidarité internationale, au service de nos valeurs mais également pour défendre nos intérêts.

Face aux grands défis mondiaux que nous affrontons, tels que le changement climatique, l'effondrement de biodiversité, ou encore le risque de nouvelles pandémies, nous sommes plus que jamais interdépendants. La solution à ces défis se joue au niveau national comme au niveau international, par la solidarité et les partenariats. C'est pourquoi notre politique d'investissements solidaires soutient la sortie du charbon en l'Afrique du Sud, le développement d'une agriculture durable en Côte d'Ivoire, ou encore la préservation de la biodiversité dans le Pacifique.

En nouant des partenariats concrets – pour la solidarité, pour les biens publics mondiaux, ou encore pour nos intérêts économiques communs – nous répondons aussi à l'envie de travailler avec la France, que je constate lors de chacun de mes déplacements internationaux.

Réunis sous l'autorité de la Première ministre, nous avons souhaité réaffirmer et approfondir cette ambition.

En clarifiant nos objectifs stratégiques et en renforçant la mobilisation de tous les atouts de notre pays, nous voulons faire plus, et mieux, au service de nos concitoyens, du bien commun et des générations futures.

UNE  
DYNAMIQUE  
POLITIQUE  
AMBITIEUSE

# Introduction

Dans le prolongement du Conseil Présidentiel pour le développement du 5 mai 2023, et après plusieurs mois de concertation avec les acteurs de l'équipe France et la société civile, la Première ministre, Élisabeth Borne, a adopté les orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement, en concertation avec Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, et Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Ces orientations s'inscrivent dans une dynamique politique ambitieuse, marquée par la tenue à Paris les 22 et 23 juin, sous la présidence du président de la République, Emmanuel Macron, du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial.

Le travail s'est focalisé sur la méthode et l'impact, afin de rendre notre action plus efficace et plus lisible pour nos concitoyens mais aussi pour les populations des pays partenaires.

Ce souci s'illustre par la déclinaison concrète des dix objectifs politiques prioritaires énoncés lors du conseil présidentiel du développement du 5 mai 2023. Ces objectifs doivent donner lieu à des actions dont les bénéfices seront partagés entre les pays partenaires et la France (comme les conséquences positives de la limitation du dérèglement climatique, de la préparation aux pandémies, des progrès en matière d'éducation, etc.). Nous les dotons de critères de suivi qui permettront de mesurer, chaque année, les progrès réalisés vers leur atteinte.

Les orientations adoptées consolident l'approche Équipe France du développement, avec un renforcement de la cohérence de notre action sur le terrain autour des ambassadeurs. Cette approche permettra l'adoption d'une stratégie unique dans chaque pays. Ces stratégies-pays établiront des priorités en fonction des besoins locaux, de nos intérêts et de nos priorités diplomatiques.

Dans l'optique de renforcer la dimension partenariale de notre politique, la logique d'une liste figée de pays prioritaires est abandonnée au profit d'une cible de 50% de l'effort financier bilatéral de l'État vers les pays les moins avancés (PMA), pays qui cumulent les besoins et les défis. Cette cible affiche clairement

la volonté des autorités françaises de mettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté tout en offrant la possibilité d'une approche plus agile et réactive, fondée sur la volonté de travailler ensemble.

Ces orientations sont aussi une réponse à la superposition inédite de crises (sanitaire, énergétique, alimentaire, etc.) qui frappent aujourd'hui la communauté internationale et affectent durement les pays et populations les plus vulnérables, risquant de remettre en cause l'atteinte des objectifs du développement durable (ODD). Dans la logique des propositions formulées par la France à l'occasion du sommet pour un nouveau pacte financier mondial, il a été décidé d'entériner l'inclusion dans les prêts concessionnels du Trésor et les prêts souverains de l'Agence française de développement de clauses de suspension du service de la dette dans les pays vulnérables. Elles seront activées en cas de chocs macroéconomiques majeurs, suite à des catastrophes climatiques. En complément de ce mécanisme innovant, la France va continuer de renforcer ses moyens de réponse immédiate, en faisant passer son aide humanitaire à un milliard d'euros par an.

# Des objectifs explicitement énoncés

Les orientations de la politique de coopération internationale ont fixé dix objectifs prioritaires qui répondent à dix défis qui se posent à l'échelle mondiale :

**1.** Accélérer la sortie du charbon et financer les énergies renouvelables dans les pays en développement et émergents pour limiter le réchauffement climatique global à 1.5°C

---

**2.** Protéger les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité, dans les forêts et l'océan, pour préserver la planète

---

**3.** Investir dans la jeunesse en soutenant l'éducation et la formation des professeurs dans les pays en développement

---

**4.** Renforcer la résilience face aux risques sanitaires, y compris les pandémies, en investissant dans les systèmes de santé primaires et en appuyant la formation des soignants dans les pays fragiles

---

**5.** Promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat africain qui participe au destin partagé entre les jeunes d'Europe et d'Afrique

---

**6.** Mobiliser l'expertise et les financements privés et publics pour les infrastructures stratégiques, de qualité et durables dans les pays en développement

---

**7.** Renforcer la souveraineté alimentaire, notamment en Afrique

---

**8.** Soutenir les droits humains, la démocratie et lutter contre la désinformation et l'impunité

---

**9.** Promouvoir les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes

---

**10.** Aider nos partenaires à lutter contre l'immigration irrégulière et les filières clandestines

---

# Chiffres repères

Le budget mis au service de la politique de solidarité internationale de la France a dépassé pour la première fois le seuil des **15 Mds d'euros en 2022** (+50% depuis 2017), pour s'établir à 15,1 milliards d'euros en 2022 (0,56% du RNB) – données préliminaires.

Les pays africains sont les principaux bénéficiaires des dons : **le Sénégal, le Burkina Faso et le Niger figurent parmi les 10 premiers bénéficiaires de dons de 2021.**

**Plus de 10% des crédits de l'État mis à disposition de notre solidarité internationale** sont dédiés à des projets mis en place par des ONG.

**La France est devenue cette année le 4<sup>e</sup> plus important bailleur** du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (données du CAD de l'OCDE).

Dans le cadre de ses engagements européens, **la France est le 2<sup>e</sup> contributeur aux efforts de solidarité de l'Union européenne.**

**L'Afrique concentre 36% de la solidarité internationale française en 2021** (2,9 milliards d'euros), dont plus de 70% (2 milliards d'euros) sont destinés à l'Afrique subsaharienne.

Dans le cadre de ses engagements internationaux, **la France est la 2<sup>e</sup> contributrice du Fond mondial contre le VIH, le paludisme et la tuberculose.**

# Focus

## La loi du 4 août 2021 : une nouvelle ambition pour la politique française de solidarité internationale

Avec la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, promulguée le 4 août 2021, la France s'est donnée les moyens de lutter plus efficacement contre les inégalités mondiales et de protéger les biens publics mondiaux, pour faire face aux conséquences des crises qui affectent aujourd'hui tous les continents.

## Favoriser l'engagement citoyen des plus jeunes

Afin de simplifier l'engagement citoyen des jeunes souhaitant participer à la politique de solidarité internationale, le président de la République a annoncé la mise en place d'un programme de mobilisation de la jeunesse. Sous le pilotage conjoint du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 3 000 postes seront créés d'ici à 2027 via trois canaux :

- les volontaires de solidarité internationale via l'opérateur France Volontaires pour s'engager au sein d'associations ou d'une structure d'intérêt public dans un pays en développement ;

- la mise en place de jeunes experts techniques dont les missions seront co-crées avec nos partenaires du Sud ;
- l'augmentation du nombre de Volontaires des Nations Unies et de Jeune Experts Associés au sein des organisations internationales.

## Le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI)

Le CNDSI est l'enceinte de dialogue et de concertation régulière entre l'ensemble des acteurs du développement et de la solidarité internationale sur les orientations, les objectifs et les moyens de la politique de développement. Depuis 2015, le CNDSI se réunit trois fois par an. Les comptes rendus de ses échanges sont publics et disponibles en ligne.

# Une identité visuelle commune à l'Équipe France

Afin de rendre plus visibles les investissements solidaires de la France, l'Équipe France est dotée d'une d'une identité visuelle commune. Sans remplacer les identités des opérateurs, elle permettra d'identifier et de valoriser immédiatement l'effort de solidarité de la France sur tous les supports et pour tous les projets menés par l'Équipe France du développement.

**France** ■ ■

10 OBJECTIFS  
POLITIQUES  
PRIORITAIRES  
CONCRETS

## Objectif 1. Accélérer la sortie du charbon et financer les énergies renouvelables dans les pays en développement et émergents pour limiter le réchauffement climatique global à 1.5°C

La combustion du charbon représente la première source d'émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial (environ 20% en 2021). Pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, la consommation de charbon doit être réduite de 90% d'ici à 2050. À ce jour, elle continue de progresser, avec en particulier des projets dans les pays en développement en Asie. Inverser cette tendance est une priorité sans renoncer à l'accès à l'énergie pour tous.

### > JET-P : des partenariats pour accompagner les transitions énergétiques justes. AFD



Déploiement des énergies renouvelables au Burkina Faso avec la centrale solaire de Zagtouli © Erwan Rogard / AFD

Le premier JET-P s'est concrétisé en Afrique du Sud par un prêt de politiques publiques et de subventions avec l'objectif d'éviter qu'un moindre recours au charbon ne creuse davantage les inégalités dans ce pays.

Des échanges ont ensuite été engagés pour « répliquer » l'initiative JET-P sud-africaine. Fin 2022, deux nouveaux partenariats ont été noués avec l'Indonésie et le Vietnam. Plus récemment, un nouveau partenariat a été annoncé par le Sénégal afin de soutenir leur effort en matière d'accès universel à l'énergie et de consolidation d'un système énergétique sobre en carbone, résilient et durable.

**4 accords de partenariat JET-P signés :** avec l’Afrique du Sud (2021), l’Indonésie et le Vietnam (2022), et le Sénégal (2023)

**300 M€**

engagés par la France via l’AFD en 2022 pour le JET-P sud-africain



## AUTRES PROJETS

### > **Volontaires pour la Grande Muraille Verte.**

*France Volontaires*

Mobilisation de volontaires en soutien aux projets portés par les OSC et les organismes publics en faveur de la Grande Muraille Verte dans 6 pays (Mauritanie, Sénégal, Burkina Faso, Niger, Tchad, Djibouti).

**80 volontaires**, répartis sur une trentaine de projets dans **6 pays**.



### > **Sahel : Afri’Kibaaru.** CFI

Enrichir l’information sur le développement durable au Sahel : Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad

**3,5 millions d’euros** cofinancés par l’AFD et le MEAE

**48 médias** bénéficieront d’un accompagnement à la production et à la diffusion de contenus liés au développement durable, en français et dans plusieurs langues sahéliennes

### > **Niger : centrale solaire de Gorou Banda.**

*AFD et Union européenne*

Améliorer l’accès à l’électricité par la construction d’une centrale photovoltaïque.

Amélioration des conditions de vie de **centaines de milliers d’habitants**

Production de **34 GWh/an** d’électricité d’origine renouvelable

Réduction des émissions de gaz à effet de serre de **23 tonnes de CO<sub>2</sub>** par an

## Objectif 2. Protéger les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité, dans les forêts et l'océan, pour préserver la planète

La France défend la perspective de préserver 30% des terres et des 30% des mers d'ici 2030, position adoptée dans le cadre mondial de la biodiversité de Montréal-Kunming en décembre 2022. Cet objectif nécessite d'identifier et de conserver des aires géographiques à travers le monde qui sont à la fois des zones de captage de CO<sub>2</sub> et de réserves de biodiversité, dont au premier chef les forêts et les océans.

### > One Forest Summit. France Volontaires



Forestiers et volontaires, Lekoumou (sud Congo) avec RPDH, partenaire du projet EUAV Forests. © Thibaut d'Alteroche

Ce projet coconstruit avec les jeunes africaines va permettre de déployer 80 volontaires dans le bassin du Congo auprès d'agences ou d'ONG en charge d'un usage raisonné des forêts, de la préservation de la biodiversité et de la protection des populations autochtones.

**700** jeunes et **20** pays mobilisés pour le One Forest Youth Forum, dédié à la jeunesse en parallèle du Sommet

**1 M€** en faveur de ce projet : annonce de la mobilisation d'une enveloppe d'un million d'euros par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



## AUTRES PROJETS

### > Amazonie : TerrIndigena. AFD

Avec le projet TerrIndigena, l'objectif est de renforcer les communautés autochtones d'Amazonie: lancé en 2020, le projet accompagne 18 communautés autochtones du Brésil, de Colombie et d'Équateur pour améliorer leurs conditions de vie et protéger plus de 50 millions d'hectares de forêt amazonienne.

[Le projet en images](#)

**50 millions** d'hectares préservés à l'issue du projet



### > Indopacifique : initiative Kiwa. AFD

Un partenariat inédit pour renforcer l'adaptation des territoires du Pacifique aux effets du changement climatique et protéger leur biodiversité à partir de solutions fondées sur la nature (AFD en partenariat avec l'Union européenne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

En 2022, **75 M€** de budget au total pour l'Initiative Kiwa grâce aux nouvelles contributions de l'ensemble des bailleurs

**19 États** et territoires insulaires du Pacifique éligibles



## Objectif 3. Investir dans la jeunesse en soutenant l'éducation et la formation des professeurs dans les pays en développement

---

L'éducation est un droit humain et un bien public mondial, et la condition indispensable de la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable. La France fait de l'éducation de qualité et inclusive une priorité de son action extérieure en soutenant la formation des enseignants et des acteurs et actrices de l'éducation, l'éducation des filles et l'égalité de genre par et dans l'éducation et le renforcement des systèmes éducatifs résilients. À l'international, la France soutient les actions portées par les jeunes, les organisations de jeunesse et à destination des jeunes, et encourage la participation systématique, pleine et effective, des jeunes dans toute leur diversité. Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes, et systématiser la prise en compte de leurs besoins, est une priorité de notre politique extérieure.

### > Madagascar : Sandratra. AFD

Formation et intégration des jeunes mères. Mis en œuvre par les ONG Aide et Action et Solidarité laïque, le projet Sandratra vise la formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes mères célibataires de 15 à 29 ans dans les quartiers défavorisés d'Antananarivo.

**1,2 M€**  
de financements  
par l'AFD

Au terme du projet, **900** jeunes mères célibataires déscolarisées entre 15 et 29 ans auront acquis les compétences requises par les métiers porteurs de la zone



### > Ghana : Legacy girls. Proparco

À Akuse, dans la région orientale du Ghana, le Legacy Girls College forme une nouvelle génération de femmes, en s'appuyant sur des valeurs fortes comme l'intégrité, la responsabilité et l'excellence.

**400** collégiennes



## > Expressions Balkaniques. CFI

Approches novatrices dans le domaine de l'éducation avec cette plateforme d'éducation au numérique et un soutien à la voix de la jeunesse des Balkans grâce aux médias en ligne en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine du Nord, au Monténégro et en Serbie.

**1 600** jeunes accompagnés

**680 K€** sur la période 2020 – 2022

[Exemple de plateforme d'éducation aux médias](#)

## Objectif 4. Renforcer la résilience face aux risques sanitaires, y compris les pandémies, en investissant dans les systèmes de santé primaires et en appuyant la formation des soignants dans les pays fragiles

1,8 milliard de personnes (soit 24% de la population mondiale) vivent dans des contextes de fragilité avec des difficultés d'accès à des services de santé essentiels de qualité. Renforcer partout la résilience des systèmes de santé est un impératif pour améliorer durablement la santé et le bien-être des populations à tout âge, garantir l'accès universel à la santé, ainsi que pour prévenir et lutter contre les maladies et les pandémies en promouvant l'approche « Une seule santé ». Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 10 millions, d'ici 2030, la pénurie d'agents de santé dans les pays à bas et moyen revenu, la France place notamment la formation des personnels soignants, dont 70% sont des femmes, au cœur de sa stratégie, en soutenant notamment l'Académie de la santé de l'OMS. Elle poursuivra son soutien au fonds français Muskoka, qui a déjà contribué à la baisse de la mortalité infantile de 30% ainsi qu'à la formation de 70 000 personnels de santé, y compris communautaires, depuis 10 ans.

### > **Mauritanie : Temeyouz.** AFD/Expertise France



En salle de pratique, les futures sages-femmes s'exercent aux techniques de soins infirmiers, d'accouchement et de prise en charge du nouveau-né. © Pablo Tosco

L'objectif général du projet Temeyouz est d'améliorer les soins de santé primaire et de la santé maternelle et infantile en Mauritanie. De manière transverse, il vise à réduire les inégalités femmes-hommes dans l'accès aux soins et les violences faites aux femmes. Deux modalités d'interventions sont prévues :

1. une réponse rapide au déficit d'offre de soins dans les régions fragiles de l'est du pays, menée par trois organisations de la société civile internationales et nationales (Médicos del Mundo España, Santé Sud et l'Association mauritanienne pour la promotion de la famille)
2. une réponse plus structurante au niveau national, afin de contribuer durablement au renforcement du système de santé

**70 étudiantes sages-femmes** de l'école nationale supérieure des sciences de la santé de Nouakchott bénéficient du nouveau programme de formation initiale

**1 étude complète et détaillée** préalable à la construction du nouveau centre national de transfusion sanguine de Nouakchott

**80 ressources humaines en santé** ont bénéficié de formations/ accompagnements

**+5 000 personnes** sensibilisées sur la santé sexuelle et reproductive (SSR), les violences basées sur le genre et sur l'incidence des fistules obstétricales



## AUTRES PROJETS

### > Irak : hôpital français de Sinjar. MEAE

Le Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères finance la construction de l'hôpital français de Sinjar mis en œuvre par l'ONG française la Chaîne de l'Espoir, projet phare pour l'appui au système de santé irakien et l'accompagnement du retour des populations déplacées dans les territoires libérés de Daech.

La structure hospitalière devrait ouvrir ses portes en 2024 et permettre de toucher près de **171 650 bénéficiaires directs**

### > PREZODE. CIRAD/IRD/AFD

L'objectif est de prévenir les risques de maladies zoonotiques. Dans le cadre de l'approche « One Health », l'initiative internationale PREZODE (PREventing ZOonotic Diseases Emergence) lancée en 2021 vise à appuyer les politiques nationales à l'interface des santés humaine, animale et environnementale au Cambodge, Cameroun, Sénégal, en Guinée et à Madagascar afin de réduire les risques d'émergence de maladies infectieuses transmissibles entre l'animal et l'homme.

**21 pays** partenaires de l'initiative PREZODE, dont la France

**Plus de 200 organisations partenaires** issues des mondes scientifique, académique et associatif



## Objectif 5. Promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat africain qui participe au destin partagé entre les jeunesses d'Europe et d'Afrique

---

Le sommet sur le financement des économies africaines (SFEA), organisé en mai 2021 à Paris, a mis en lumière l'ampleur des besoins du continent. Ces besoins concernent notamment les PME et ETI qui représentaient en 2020, selon l'AFD, 90% du tissu entrepreneurial du continent et 60% des emplois du secteur formel, contribuant à hauteur de 40% du PIB. Elles jouent un rôle essentiel dans la croissance économique et seront les plus à même d'assurer l'insertion professionnelle des 30 millions de jeunes qui arriveront chaque année sur le marché du travail d'ici 2030 en Afrique. Pourtant, ces entreprises peinent à accéder aux financements indispensables à leur croissance.

> **Choose Africa.** *Proparco*



© Proparco / Julien Adam, Manic Creatives

L'initiative française Choose Africa concrétise la volonté de la France de soutenir l'entrepreneuriat africain. Avec Choose Africa, le Groupe AFD met au service des start-up, TPE et PME africaines l'ensemble de ses outils pour les financer et les accompagner aux différents stades de leur développement, et notamment via des partenaires locaux soutenus par le groupe.

À fin 2022, la France via le Groupe Agence française de développement a engagé au total 3,5 milliards d'euros – dont **780 M€** dans le cadre du volet Résilience

Au bénéfice de plus de **40 000 entreprises** et plusieurs centaines de milliers de micro-entrepreneurs - d'ici 5 ans (chiffres estimés ex-ante)

Près de **8 700 entreprises** bénéficieront aussi d'un accompagnement technique

Près de **250 partenaires locaux** – incubateurs, fonds d'investissement, banques locales, institutions de microfinance – contribuent à la réussite de cette initiative



## AUTRES PROJETS

### > Côte d'Ivoire : autonomisation socio-économique des jeunes. *France Volontaires*

Ce projet mobilise des volontaires internationaux de la DCC et contribue à l'autonomisation socio-économique accrue des jeunes de Korhogo à travers la mise en place effective d'associations villageoises d'épargne et de crédits.

**7%** des VSI sont mobilisés sur des missions en lien avec le secteur productif



### > #Creationafrica : fonds dédié à l'entrepreneuriat culturel en Afrique. *MEAE*

Le fonds permet de soutenir les industries culturelles et créatives en Afrique et accompagne les jeunes entrepreneurs de l'idée à la réalisation de leur projet.

**20 M€** en 2023 pour **17** pays en Afrique

## Objectif 6. Mobiliser l'expertise et les financements privés et publics pour les infrastructures stratégiques, de qualité et durables dans les pays en développement

Les besoins annuels de financements pour des infrastructures durables (alignées avec l'Agenda 2030 et avec l'objectif de neutralité carbone en 2050) sont estimés à plus de 2 600 milliards de dollars. Moins de la moitié de ces besoins font l'objet d'investissements, dont les montants dépassent largement les sommes mobilisables dans le cadre de financements publics. Les infrastructures sont un sujet clé pour permettre l'accès des populations à des besoins vitaux en matière de santé, d'énergie, d'éducation, etc. La mobilisation publique dans ce domaine doit permettre de jouer un rôle décisif de levier et de catalyseur.

### > Cisjordanie : Nexus Nord. AFD



Nexus Nord : quand l'innovation allie traitement de l'eau et énergie verte © Andrea&Magda Photographers

Ce programme innovant combine énergie renouvelable et infrastructures afin de renforcer la soutenabilité des services de base et d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations vivant dans le nord de la Cisjordanie. Il permet l'extension des réseaux d'eau potable, y compris la construction de nouveaux réservoirs, ainsi que des connexions au réseau d'assainissement.

**80%** des besoins en électricité pour l'opération des infrastructures en eau (pompes, puits, réseau, station d'épuration de Tayasir) devraient être couverts par les énergies renouvelables.

**109 000** personnes bénéficieront du projet



## AUTRES PROJETS

### > Togo : Seves. France Volontaires

À Vogan, une volontaire de solidarité internationale engagée auprès de l'association SEVES œuvre dans le domaine de l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets pour le projet PASPEVO, projet d'amélioration des services publics essentiels de la ville.

PASPEVO – VOGAN (2018-2025) :  
Budget : **1,75** million d'euros

Bénéficiaires :  
**25 000** personnes



### > Colombie : Electribus & Greenmovil. AFD

Accompagner la transition vers la mobilité électrique du réseau de bus de Bogota, à travers deux opérations. Electribus : financer les premiers bus électriques de la capitale colombienne et Greenmovil.

Une flotte de **665** bus électriques au total



## Objectif 7. Renforcer la souveraineté alimentaire, notamment en Afrique

L'aggravation de la faim et de la malnutrition dans le monde, amorcée dès 2014, a été largement aggravée par les effets de la pandémie de la Covid-19 puis de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Programme alimentaire mondial estime que plus de 345 millions de personnes sont en besoin d'assistance dans les 82 pays dans lesquels il opère. Selon les dernières analyses disponibles, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest comptent près de 45 millions de personnes projetées en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère d'ici août 2023. Dans ce contexte, des mesures doivent être prises, à court terme en appui aux populations mais aussi sur le long terme, pour bâtir une souveraineté alimentaire durable et résiliente.

### > Le fonds à impact Araf. AFD/Proparco



Araf : aider les petits exploitants agricoles à s'adapter au changement climatique en Afrique © Proparco

Le fonds à impact Acumen Resilient Agriculture Fund (ARAF), notamment financé par Proparco à hauteur de 5 millions d'euros, investit dans des start-up proposant des solutions innovantes pour aider les petits exploitants agricoles à s'adapter au changement climatique en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

**88 %** des exploitants agricoles ont déclaré avoir amélioré leur qualité de vie

D'ici 2026, le fonds entend maintenir près de **1 200 emplois** et soutenir indirectement 2 millions de petits exploitants agricoles



## AUTRES PROJETS

### > Des volontaires dans les lycées agricoles en France.

*France Volontaires*

Dans une logique de réciprocité, des volontaires originaires de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Burkina Faso, de Tunisie et du Cambodge sont déployés auprès des lycées agricoles, autour de missions liées au développement de l'agriculture, à la souveraineté alimentaire et à l'ouverture interculturelle.

**Près de 70** volontaires internationaux sont attendus dans ce cadre en 2023, en plus des jeunes mobilisés en service civique



### > Éthiopie : FARM, Food security and Agriculture Rehabilitation Measures, dans les zones de conflits. AFD

Renforcer les communautés pour améliorer la sécurité alimentaire en Éthiopie afin de relancer la production agricole dans les régions touchées par un conflit long de deux ans dans le nord du pays.

Au total, **environ 533 000 ménages** (plus de 3 millions de personnes, dont **40%** de femmes), bénéficieront directement du projet

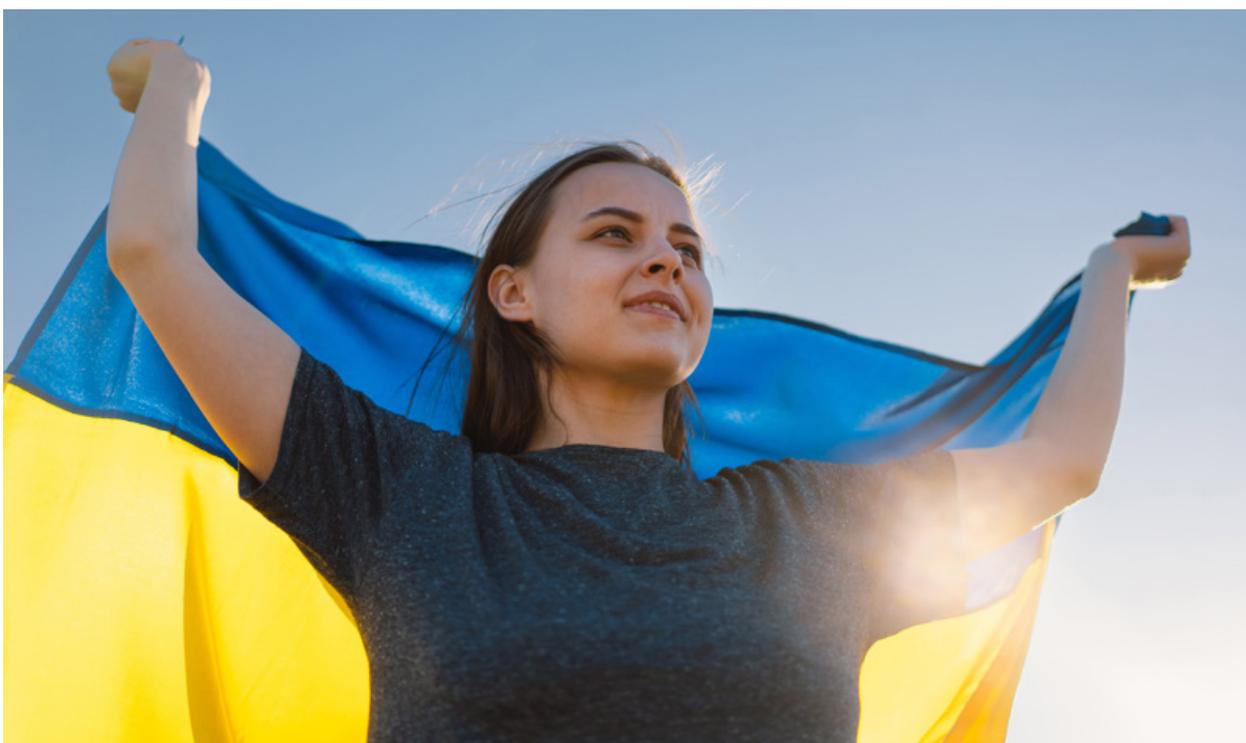


## Objectif 8. Soutenir les droits humains, la démocratie, lutter contre la désinformation et l'impunité

---

La montée des autoritarismes, associée à une restriction des espaces d'action et d'expression des sociétés civiles ainsi que l'accumulation et l'enchevêtrement des crises, exacerbées par de nouveaux défis tels que la désinformation, contribuent au renforcement des fragilités, des inégalités et de la pauvreté, et entraînent de graves violations des droits humains. Devant ce constat, la France participera activement à élargir l'espace de la démocratie et des droits, partout où ils sont menacés. Elle soutiendra la démocratie en tant que modèle de gouvernance fondé sur les libertés fondamentales et l'État de droit, des institutions solides, transparentes et intègres. Elle continuera à promouvoir une approche fondée sur les droits humains dans tous ses secteurs d'intervention et, afin de contrer la montée des autoritarismes, la France préviendra l'usage de la désinformation comme outil de propagation des crises alimentant les discours de haine à l'encontre des personnes marginalisées et exclues.

### > Ukraine : Yak Vdoma. CFI



En Roumanie, la Résidence Yak Vdoma accueille depuis 2022 des journalistes d'Ukraine en exil, en leur offrant un appui matériel, financier et psychologique. © Nastyaofly/Shutterstock

L'objectif est de soutenir les journalistes ukrainiens. En Roumanie, CFI et France Médias Monde ont mis en œuvre un pôle régional pour que les journalistes ukrainiens en exil puissent continuer à couvrir le conflit de manière indépendante et sûre.

**30 journalistes ukrainiens et ukrainiennes** accueillis en résidence pour bénéficier de formations et d'allocations



## AUTRES PROJETS

### > **Jordanie : Qarib.** CFI

Accompagner les médias pour favoriser la cohésion sociale au Moyen-Orient. En Jordanie, au Liban, en Irak et en Palestine, CFI agit, avec le cofinancement de l'Agence française de développement (AFD), pour renforcer les médias afin d'encourager la cohésion sociale, de favoriser l'inclusion des populations, en particulier des femmes, et de promouvoir le débat public.

**9 journalistes du projet** Qarib ont couvert la COP27 à Sharm el-Sheikh

**10 M€ de budget** total sur **60** mois dans **4** pays



### > **Initiative Marianne.** MEAE

Cette initiative soutient, sur le terrain, les défenseurs engagés dans leur pays en faveur des droits fondamentaux et des libertés civiques ainsi que des organisations de la société civile et les défenseurs des droits pour renforcer leur efficacité, leur visibilité et leur protection.

L'initiative Marianne permet l'accueil en France d'**une quinzaine de défenseurs des droits humains**



## Objectif 9. Promouvoir les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes

À l'échelle mondiale, on estime qu'une femme sur trois sera victime de violences physiques ou sexuelles au cours de son existence. Plus de 25 millions d'IVG dangereuses sont pratiquées chaque année dans le monde. 44% des femmes en couple dans le monde ne sont pas en mesure de prendre des décisions en matière de santé, de sexualité ou de contraception. La France défend ainsi l'égalité entre les femmes et les hommes à l'international par son engagement contre toutes les formes de violences fondées sur le genre, en faveur de l'autonomisation économique des femmes, de la prise en compte systématique du genre dans les contextes de crise et humanitaires, de la participation des femmes dans les espaces économiques, politiques et sociaux, et aux processus de paix et sécurité, dans le domaine de l'environnement et du climat, du numérique, et de manière transversale à notre politique extérieure. La France, dotée d'une diplomatie féministe d'action, est le premier pays en matière de financement des organisations féministes.

### > Le fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF). MEAE/AFD



Medellín, Colombie © Benjamin Petit / AFD

Ce Fonds vise à soutenir les organisations de la société civile féministes dans les pays partenaires de la politique de développement de la France. Il a mobilisé pendant trois ans 120 millions d'euros (2020-2022) pour financer les activités des mouvements féministes dans le monde, avec une priorité à hauteur de 65% aux initiatives situées en Afrique. Il a été renouvelé pour une deuxième phase, de 2023 à 2025.

**120 millions** d'euros pour financer les activités des mouvements féministes dans le monde, avec une priorité à hauteur de 65% aux initiatives situées en Afrique



## AUTRES PROJETS

### > **Salvador : droits sexuels et reproductifs.** *Expertise France*

Garantir le maintien des adolescentes dans les écoles et assurer la permanence scolaire des filles enceintes et des adolescentes déjà mères au Salvador.



### > **Inde : Anapurna Finance.** *Proparco*

La microfinance au service de l'autonomisation des femmes en zones rurales.

**2,3 millions**  
de clients, dont  
90% sont des  
femmes

**1 milliard**  
de dollars sous actif

**1000** agences  
réparties sur  
l'ensemble du  
territoire indien

**680** euros :  
montant moyen  
emprunté par  
chaque client



## Objectif 10. Aider nos partenaires à lutter contre l'immigration irrégulière et les filières clandestines

Les flux migratoires ont connu d'importantes transformations au cours des dernières décennies, liés aux bouleversements géopolitiques et aux déséquilibres mondiaux. Une coopération accrue entre États d'origine, de transit et de destination est nécessaire afin de renforcer la gouvernance des migrations. La stratégie interministérielle Migrations et Développement, qui sera finalisée d'ici la fin de l'année, s'articule autour des cinq piliers définis dans le Plan d'action conjoint de La Valette de 2015 endossé par les pays membres de l'Union européenne et les États associés ainsi que les pays africains. Elle a pour objectif d'agir sur la globalité du champ migratoire afin de répondre aux enjeux et défis des migrations régulières et irrégulières.

### > **Coopération régionale des politiques migratoires.**

*AFD/Expertise France*



Khady Sakho Niang, administratrice du FORIM, s'exprime sur le bilan du projet et l'importance du dialogue pluri-acteurs.  
© Extrait vidéo « Politiques Migratoires » / Expertise France

Ce projet vise à accompagner les institutions publiques et les organisations de la société civile africaines dans leur dialogue pour la gouvernance des politiques migratoires.

**25** organisations renforcées dont 1 régionale

**21** activités régionales (ateliers, webinaires, formations)

**6** pays partenaires engagés sur l'axe société civile et appui institutionnel



## AUTRES PROJETS

### > **Coopération de sécurité et de défense.** *DCSD (MEAE)*

La coopération de sécurité et de défense met en œuvre la coopération structurelle de la France avec ses États partenaires dans les domaines de la défense, de la sécurité intérieure et de la protection civile.



LES ACTEURS  
DE LA POLITIQUE  
D'INVESTISSEMENT  
SOLIDAIRE  
ET DURABLE DE  
LA FRANCE

## MEAE et MEFSIN

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN) pilotent conjointement la politique d'investissement solidaire et durable de la France. Ce travail passe par la préparation, le suivi et la mise en œuvre des décisions prises, et par la responsabilité des crédits budgétaires de la mission «aide publique au développement». Sur le terrain, au sein des ambassades, les services de coopération et d'action culturelle (SCAC) et les services économiques assurent également la mise en œuvre de l'action de la France, en montant des projets et en assurant une bonne coordination de tous les acteurs de l'équipe France. Les ministères s'appuient également sur des opérateurs, qui contribuent à la pleine mise en œuvre de la politique d'investissement solidaire et durable.

## Agence française de développement (AFD)

Opérateur pivot de l'aide publique au développement (APD) française, l'AFD intervient dans de nombreux secteurs (climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance, etc.) et propose une large palette de services financiers et non financiers. Ses missions principales : lutter contre la pauvreté, favoriser le développement des pays du Sud et d'outre-mer et protéger la planète. Pour ce faire, l'AFD soutient les États, les entreprises, les collectivités locales et les OSC, au service des populations. Présentes dans 115 pays, ses équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets.

**85 agences et bureaux** de représentation du groupe Agence française de développement (AFD)

**115 pays** porteurs de projets

[afd.fr](http://afd.fr)

## Proparco

Filiale du groupe AFD dédiée au secteur privé, Proparco intervient depuis 45 ans pour promouvoir un développement durable en matière économique, sociale et environnementale.

Proparco participe au financement et à l'accompagnement d'entreprises et d'établissements financiers en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou encore au Moyen-Orient. Son action se concentre sur les secteurs clés du développement : les infrastructures avec un focus sur les énergies renouvelables, l'agro-industrie, les institutions financières, la santé, l'éducation... Ses interventions visent à renforcer la contribution des acteurs privés à la réalisation des ODD, adoptés par la communauté internationale en 2015.

[proparco.fr](http://proparco.fr)

## Expertise France

L'agence française d'expertise technique internationale. Sa mission s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération, d'aide au développement et d'influence économique de la France. Expertise France répond à la demande croissante en expertise des pays en développement, des pays émergents et des pays du voisinage européen pour construire des politiques publiques et relever des défis institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux.

[expertisefrance.fr](http://expertisefrance.fr)

## Institut de recherche pour le développement (IRD)

L'IRD est un organisme de recherche public français pluridisciplinaire qui, depuis près de 80 ans, s'engage dans des partenariats équitables avec les pays du Sud et dans les Outre-mer français.

Acteur de l'agenda international pour le développement, ses priorités s'inscrivent dans la mise en œuvre des ODD.

Ensemble, scientifiques et partenaires de l'Institut proposent des solutions concrètes pour répondre aux défis globaux auxquels les sociétés et la planète font face. Cette relation gagnante-gagnante fait de la science et de l'innovation des leviers majeurs du développement.

[ird.fr](http://ird.fr)

## Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)

Le CIRAD est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Ses activités relèvent des sciences du vivant, des sciences sociales et des sciences de l'ingénieur appliquées à l'agriculture, à l'alimentation, à l'environnement et à la gestion des territoires. Le CIRAD produit et transmet de nouvelles connaissances pour accompagner le développement agricole des régions tropicales et méditerranéennes et contribue au débat sur les grands enjeux mondiaux de l'agronomie.

[cirad.fr](http://cirad.fr)

## France Volontaires

Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, reconnu comme un des acteurs de l'aide publique au développement de la France par la loi du 4 août 2021, France Volontaires est le fruit d'une construction partagée qui réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES). La plateforme s'appuie sur une présence en France (métropole et territoires d'outre-mer) et sur un réseau d'Espaces Volontariats en Afrique, Asie, Amérique latine/ Caraïbes, au Moyen-Orient et en Océanie.

**5 316** volontaires internationaux d'échange et de solidarité déployés en 2021 sur des missions de développement et de solidarité dans le monde, co-construites et mises en œuvre avec des structures partenaires sur le terrain. Ces missions se déroulent sur des périodes variant de quelques semaines à plusieurs années, à travers divers dispositifs (VSI, Service civique, chantier de jeunes, congés de solidarité, volontariat senior, etc.).

[france-volontaires.org](http://france-volontaires.org)

## **CFI, agence française de coopération médias**

CFI est l'agence française de développement médias du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Filiale de France Médias Monde, CFI favorise le développement des médias dans les pays du Sud, en particulier en Afrique subsaharienne, en Méditerranée et au Levant. L'agence identifie et analyse les besoins, puis s'investit aux côtés des médias, des professionnels qui les animent et des acteurs de la société civile qui s'engagent pour une information pluraliste, fiable et démocratique.

[cfi.f](http://cfi.f)